



ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

zones rurales

Question au Gouvernement n° 1936

Texte de la question

SERVICE AU PUBLIC

Mme la présidente. La parole est à M. Jean Auclair, pour le groupe de l'UMP.

M. Jean Auclair. Madame la présidente, je suis très flatté d'être le premier homme auquel vous donnez la parole. *(Rires et applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire. - Exclamations sur les bancs du groupe socialiste.)*

M. Albert Facon. Prends des hormones !

Un député du groupe socialiste. Et Borloo, ce n'est pas un homme ?

M. Jean Auclair. Ma question s'adresse au Premier ministre et elle concerne les services au public.

Monsieur le Premier ministre, le 28 octobre dernier dans cet hémicycle, je dénonçais la manoeuvre subversive du parti socialiste concernant la pseudo-démission d'élus creusois. C'était, paraît-il, une démission apolitique. Samedi dernier, en Creuse, on a découvert la supercherie lors de la manifestation organisée par le conseil général socialiste *(Huées sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire)...*

M. Jean Glavany. Bravo !

M. Jean Auclair. ...qui s'est trouvé pris à son propre piège, débordé par les révolutionnaires de la Ligue communiste. *(Exclamations sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.)* On a pu voir le couple Royal-Hollande bras dessus, bras dessous avec M. Besancenot. *(Rires sur les mêmes bancs.)* Voilà donc nos braves socialistes qui s'acoquinent avec la Ligue communiste révolutionnaire ! *(Huées sur les mêmes bancs.)* Bien mal leur en a pris ! On a pu voir les images ridicules du premier secrétaire du PS bombardé à coups de boules de neige, et je passe sur les oeufs ! *(Rires sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.)*

Monsieur le Premier ministre, il est temps de réaffirmer aux Français que vous n'avez pas attendu que des conservateurs ringards descendent dans les rues au son de l'Internationale *(Exclamations sur les bancs du groupe socialiste)* pour entreprendre les réformes qui s'imposent. Votre gouvernement, empreint de modernité, a, lui, la volonté d'accompagner les changements nécessaires à notre société.

Monsieur le Premier ministre, je le dis haut et fort, il n'y a pas dans ce pays que des élus sans projet, des élus sans vision de l'avenir qui conjuguent démagogie et populisme dans la rue dans l'unique but de détruire et de faire de la politique politicienne. *(Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.)*

Mme la présidente. Veuillez poser votre question, monsieur le député !

M. Jean Auclair. Je vous demande de faire de la Creuse un laboratoire de la ruralité *(Exclamations et rires sur les bancs du groupe socialiste)*, car, dans ce beau département, il y a aussi des élus qui veulent travailler pour leurs administrés, des élus qui ont bien compris que les services publics de notre enfance ne seront pas ceux de nos enfants. Alors, dites aux Français que vous proposez la création de foyers d'accueil polyvalents,...

Mme la présidente. Monsieur Auclair, posez votre question !

M. Jean Auclair. ...le développement des points Poste ! Dites leur que la présence des facteurs est garantie dans les territoires ruraux, contrairement aux mensonges colportés sur France 3 vendredi soir dans un scandaleux reportage ! *(Vifs applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.)*

Mme la présidente. La parole est à M. le Premier ministre.

M. Jean-Pierre Raffarin, Premier ministre. Je veux saluer le président Debré, ici au premier rang, qui nous permet d'avoir aujourd'hui une assemblée présidée par une femme.

M. Henri Emmanuelli. Bravo Raffarin ! Après Julia, Auclair ! (*Huées sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.*)

M. le Premier ministre. Oh, je vous en prie, monsieur Emmanuelli ! M. Auclair a employé un ton modéré et vous avez perdu une occasion de vous taire ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.*)

Il faut en effet défendre la ruralité. Je comprends l'inquiétude de certains élus et je voudrais y répondre. Le droit de manifestation est respecté dans notre pays. Je souhaite qu'il n'y ait aucune violence dans aucune manifestation, y compris contre le premier secrétaire du parti socialiste. (*Rires sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.*) Il est très important que ce droit puisse s'exercer dans le calme (*Applaudissements sur les mêmes bancs*) et je regrette que la manifestation dont vous avez fait état, monsieur Auclair, donne une bien mauvaise image de la ruralité.

Notre société doit davantage intégrer les problèmes de la solitude, du développement et des services publics du monde rural. Nous avons pendant très longtemps laissé penser que notre modèle d'avenir était seulement urbain. Or, aujourd'hui, dans le monde rural, le vieillissement de la population, les problèmes démographiques, la présence de l'État et certains sujets comme celui, si important, de la démographie médicale suscitent de légitimes inquiétudes pour lesquelles mon gouvernement prépare des réponses. (*Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.*)

Ces réponses quelles sont-elles ? D'abord, nous avons demandé à l'Association des maires de France d'organiser avec nous une conférence nationale des services publics en milieu rural.

M. Jacques Desallangre. C'est à Bruxelles que cela se décide !

M. le Premier ministre. Cette conférence rassemblera non seulement l'Association des maires de France, l'Association des départements de France, l'Association des régions de France, mais aussi La Poste, EDF, la SNCF, l'ANPE, l'ensemble des entreprises et des services publics. (*Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.*)

Après m'être entretenu avec le président de l'assemblée des maires de France, M. Pélistard, je demande à ce que cette conférence nationale tienne une réunion dans la Creuse, se mettant ainsi à la disposition des élus de ce département.

M. Philippe Auberger. Très bien !

M. le Premier ministre. Il faut prendre en compte, en effet, les préoccupations des élus que l'on n'a pas entendus à ce jour, notamment ceux qui ont des projets, qui ont une vision d'avenir et qui participent à la renaissance de la ruralité. (*Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.*)

Enfin, j'ai demandé que soient suspendues, jusqu'au 1er janvier 2006, toutes les décisions concernant des mutations des services publics qui n'auraient pas reçu l'accord des élus locaux, tant que cette conférence est au travail et que vous appliquez, mesdames et messieurs les députés, que nous appliquons tous ensemble l'article 106 de la loi relative au développement des territoires ruraux, que vous avez votée.

M. Jean Glavany. La fermeture des classes, par exemple ?

M. le Premier ministre. C'est vrai pour les écoles, pour les collèges et pour l'ensemble des services publics.

M. Jacques Desallangre. Jusqu'au référendum ?

M. le Premier ministre. J'entends que cette réflexion se poursuive dans la sérénité, selon une vision de la France rassemblée, monde rural et monde urbain côte à côte.

Sur des sujets aussi difficiles, car il ne faut pas nier les mutations ni les nécessaires évolutions du service public, notamment les nouveaux services publics dont la ruralité a besoin, il faut plus de sérénité, moins de boules de neige (*Rires sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire*) et davantage d'imagination. (*Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.*)

Données clés

Auteur : [M. Jean Auclair](#)

Circonscription : Creuse (2^e circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1936

Rubrique : Aménagement du territoire

Ministère interrogé : Premier ministre

Ministère attributaire : Premier ministre

Date(s) clé(e)s

Question publiée le : 9 mars 2005

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 9 mars 2005